

Pénurie de médecins dans les Yvelines : cette pétition peut-elle tout changer ?

L'union locale de la CGT de Saint-Quentin-en-Yvelines a lancé une pétition pour demander la création de centres de santé municipaux dans les communes de l'agglomération.



À Maurepas (Yvelines), le manque de médecins se fait sentir et a été accentué par le départ de plusieurs praticiens du centre médical Pasteur en 2021. ©Alexandre Marqué

La CGT se mobilise pour l'accès aux soins à Saint-Quentin-en-Yvelines. L'union locale du syndicat a lancé, en novembre 2024, une pétition pour demander la **création de centres de santé** dans les communes de l'agglomération qui en sont dépourvues.

En première ligne, on trouve les villes frappées par la désertification médicale. Le **cas le plus frappant** est celui de La Verrière. Cette commune de 6 000 habitants ne compte plus aucun médecin généraliste depuis plusieurs années et la fermeture du centre médical à Orly-Parc. Cette pénurie se fait également sentir à Maurepas.

« La ville fait 19 000 habitants. Nous n'avons que trois médecins généralistes. La norme, c'est un médecin pour 1 300 habitants. Il nous en faudrait au moins dix. Des Maurepasiens n'ont pas de médecin traitant. C'est une situation totalement dramatique ! »

Pierre Espinat, membre du collectif à l'origine de la pétition

L'exemple de Carrières-sous-Poissy

Pour ce militant CGT, la solution passe donc notamment par la création d'un centre de santé municipal. Dans ce type de structure publique, les médecins regroupés sont salariés et non libéraux. Et il

n'y a pas de dépassement d'honoraires. Des **permanences** y sont assurées par ailleurs tout au long de la semaine, notamment en cas d'urgence.

« Il existe plus de **2 000** centres de santé publics en France, observe le retraité maurepasien. La Ville de Carrières-sous-Poissy vient de lancer le sien (ouverture attendue à l'été 2025, N.D.L.R.) », précise Pierre Espinat.

« Nous allons nous rapprocher de la Fédération nationale des centres de santé (FNCS) pour qu'elle nous épaulé dans cette réflexion. »

Pierre Espinat, membre du collectif à l'origine de la pétition

Une forte adhésion à la démarche

Présentée sur le marché du samedi matin, la **pétition** a recueilli plus de 200 signatures en l'espace de quelques semaines. Sa remise officielle au maire est envisagée au cours du premier trimestre de l'année.

« C'est la première fois que je constate une adhésion aussi marquée pour une pétition, remarque le syndicaliste. Huit personnes sur dix la signent. C'est dire si **le dossier est prégnant.** »

« Des gens vont dans d'autres villes se soigner »

Maurepas dynamique et solidaire, qui incarne l'**opposition municipale à gauche**, avait fait du sujet l'un de ses thèmes de campagne lors de l'élection municipale de 2020. Elle soutient cette démarche sans surprise.

« Des gens n'ont plus de médecin traitant et vont dans d'autres villes pour se soigner. **Cela ne devrait pas arriver**, remarque Ismaïla Wane, conseiller municipal d'opposition. Coignières a son centre médical, Les Clayes-sous-Bois aussi. Tout autour de nous, les mairies bougent. »

« On a la chance d'avoir une faculté de médecine (l'UFR Simone Veil - santé, à Montigny-le-Bretonneux) à deux pas. Il y a des synergies à trouver. »

Ismaïla Wane, conseiller municipal d'opposition

« Un coût faramineux » juge la municipalité

Du côté de la municipalité de Maurepas, si on reconnaît le problème, on ne se dit pas favorable à cette solution. En partie pour des **raisons financières**.

« Cela aurait un coût faramineux, entre les locaux, les médecins et la gestion administrative. On ferait exploser les impôts. »

Emmanuel Dutat, adjoint au maire de Maurepas chargé de la Santé Pour l'élu, lui-même kiné de profession, « la problématique n'est pas d'avoir des locaux, mais des médecins ». « Il faut **rester attractif** et travailler main dans la main avec les structures existantes. La révision du Plan local d'urbanisme (PLU) a permis au centre médical des Pyramides de s'étendre et de créer un IRM (Imagerie par résonance magnétique) et un scanner. »

« Les médecins n'ont pas envie d'être salariés »

Vice-président de l'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines chargé de la Santé, François Morton (DVG) comprend, lui aussi, « l'**inquiétude** de la population relayée par l'union locale CGT ».

Mais selon lui, créer des structures de ce type ne suffit pas. « C'est un outil, ce n'est **pas la réponse absolue**, indique celui qui est également maire de Guyancourt. Les médecins n'ont pas forcément envie d'être salariés. Leurs attentes, c'est de trouver un cadre de vie propice à leur pratique professionnelle et à leur vie privée. C'est l'attractivité du territoire qui est en jeu. »

par Alexandre Marque

